

**Séance du Conseil général du 27 juin 2005
à 20 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

Président : M. Jean-Maurice Jobin, Président du Conseil général
Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal
Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

| |
|-----------------|
| 1. Appel |
|-----------------|

Conformément à l'art.18 du règlement du Conseil général, le Président souhaite la bienvenue aux Conseillers, salue les représentants de la presse et Monsieur Jean Jobin, ingénieur. Monsieur Jean-Maurice Jobin procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux. 18 membres du Conseil général sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Messieurs Thierry Bilat, Sébastien Jeanbourquin et Alain Paupe sont excusés.

Les membres du Conseil communal sont tous présents.

La présente séance a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 22 du 15 juin 2005.
- Par convocation à domicile.
- Par affichage public.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 30 mai 2005
3. Communications
4. Questions orales
5. Comptes
 - a) Voter les dépassements du budget 2004
 - b) Présenter et accepter les comptes de l'exercice 2004
6. a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 332'000.00 destiné à la réfection de la route ainsi qu'au changement de la conduite d'eau potable Place de l'Eglise – Bas-du-Village ainsi que son financement
 - b) Donner au Conseil communal la compétence de convertir le crédit de construction en emprunt ferme
7. a) Discuter et décider de l'emplacement de la STEP du Boéchet
 - b) Discuter et approuver le crédit maximum de Fr. 709'000.00 destiné à la construction d'une STEP et d'un réseau de canalisations communales au Boéchet ainsi que son financement
 - c) Donner au Conseil communal la compétence de convertir le crédit d'investissement en emprunt ferme

Aucune remarque n'étant faite, l'ordre du jour est considéré comme accepté.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, ouvre la discussion concernant le procès-verbal précité. Aucun membre ne souhaitant s'exprimer, le point deux de l'ordre du jour est considéré comme accepté tacitement.

3. Communications

a) Communication du Conseil communal

Monsieur Daniel Kurz signale qu'une initiative relative à une modification du règlement de police a été déposée avec le nombre de signatures requises. Cette initiative demande l'interdiction de courses de véhicules à moteur et devra être traitée dans le délai d'un an.

4. Questions orales

1) Monsieur Daniel Hubleur

Ces derniers temps, plusieurs citoyens ou entreprises du village ont rencontré des problèmes importants avec leur connexion ADSL provenant de Swisscom. Il semblerait que ces ennuis proviennent des centrales téléphoniques, principalement celle de La Basse-Ferrière qui n'est plus adaptée aux vitesses dont on a besoin aujourd'hui pour l'ADSL. Sachant toute l'importance qu'a aujourd'hui Internet dans notre quotidien et le rôle que peut jouer un tel service pour le développement de notre village, Monsieur Daniel Hubleur souhaite savoir si le Conseil communal est au courant de ces problèmes et s'il a ou envisage de contacter Swisscom pour demander d'effectuer rapidement les améliorations nécessaires au bon fonctionnement de leurs prestations, sachant que le dernier kilomètre est tombé et qu'il n'est pas impossible que la grande régie ne se soucie plus trop de nos régions.

Monsieur Daniel Kurz signale que la Commune est au courant de ces problèmes et a déjà pris contact avec Swisscom. En effet, la centrale de La Basse-Ferrière ne correspond plus du tout aux besoins et Swisscom a promis que des travaux seraient entrepris début octobre. En ce qui concerne les utilisateurs des Prailats, ils doivent passer par le petit local du Boéchet. Cela correspond à un nombre de kilomètres trop important et l'ADSL n'est pas encore pour aujourd'hui !

Monsieur Daniel Hubleur est satisfait.

2) Madame Dominique Monvert Joliat

Suite au rejet par votation populaire du crédit d'étude pour la halle de gymnastique, il semble qu'il y ait actuellement un temps mort tout à fait compréhensible. Toutefois, en se rappelant que la Commission a travaillé durant quatre ans sur ce projet et que le problème date de très longtemps, Madame Monvert Joliat souhaite savoir si une Commission a été recréée et quels sont les objectifs décidés pour trouver une solution à ce problème.

Monsieur Daniel Kurz signale qu'aucune Commission n'a été recréée vu que l'ancienne est en fonction jusqu'au 6 juillet prochain, étant donné les droits de recours après la votation. Le Conseil communal n'a pas décidé de licencier les membres de cette Commission avant d'avoir une discussion avec eux.

Madame Dominique Monvert Joliat est satisfaite.

3) Monsieur Gabriel Bilat

Certains citoyens s'inquiètent de l'entretien du cimetière des pestiférés. En effet, cette année, les travaux d'entretien n'ont pas été entrepris. De plus, Monsieur Bilat demande si un panneau sera posé à l'entrée du cimetière comme cela avait été prévu. Il estime que le cimetière des pestiférés est un des seuls sites historiques de notre Commune et souhaite que les branches mortes soient débarassées.

Monsieur Jean-Marc Boichat précise que le panneau est en préparation. Concernant les travaux d'entretien, la priorité a été donnée au cimetière des Bois, les employés communaux étant surchargés ces temps-ci. Toutefois, ces travaux se feront d'ici une quinzaine de jours.

Monsieur Gabriel Bilat est satisfait.

4) Monsieur Francis Sauser

Monsieur Sauser a été interpellé concernant un problème d'entretien des portes des containers qui grincent terriblement. Cela n'est pas très agréable pour les personnes qui habitent à proximité de ces containers. Monsieur Sauser demande donc si le Conseil communal envisage de procéder à des travaux d'entretien de ces fermetures.

Monsieur Christophe Cerf signale que toutes les pièces ont été commandées lors du changement d'entreprise de ramassage. Le Conseil communal est dans l'attente de ce matériel et tous les containers seront remis en ordre et constatés par la nouvelle entreprise.

Monsieur Francis Sauser est satisfait.

5. Comptes

a) Voter les dépassements du budget 2004

b) Présenter et accepter les comptes de l'exercice 2004

Pour l'entrée en matière, Madame Marianne Guillaume rappelle que le budget 2004 prévoyait un excédent de charges de Fr. 56'450.00. Le compte de fonctionnement laisse un excédent de produits de Fr. 39'529.52. Les Conseillers généraux ont reçu le détail des dépassements de crédits et les crédits complémentaires votés durant l'année 2004. Le Conseil communal recommande d'accepter l'entrée en matière.

Monsieur Claude Gagnebin signale que certains reports de chiffres ne correspondent pas sur le document transmis aux Conseillers généraux. Il remet donc à chacun un nouvel exemplaire des comptes avec les rectifications requises. Monsieur Gagnebin précise que le résultat figurant dans le rapport préliminaire était correct.

Aucun membre du Conseil général ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

a) Voter les dépassements du budget 2004

Madame Marianne Guillaume signale que les crédits complémentaires les plus importants sont :

- la révision partielle du plan d'aménagement et la zone de hameaux pour Fr. 34'132.00
- la dénomination des rues pour Fr. 32'430.00
- l'isolation du local du SIS, la pose d'un rideau métallique au magasin Vis-à-Vis et divers travaux effectués au bâtiment de l'administration communale pour Fr. 27'448.00.

En ce qui concerne les dépassements les plus importants, il s'agit de :

- la répartition des charges des hôpitaux pour Fr. 59'283.00
- la répartition des charges de l'aide sociale pour Fr. 18'297.00

- le déneigement pour Fr. 16'156.85
- le transport des élèves pour Fr. 14'073.00.

Monsieur Marcel Barthoulot souhaite connaître les raisons du dépassement relatif au transport des élèves.

Madame Marianne Guillaume signale qu'il s'agit d'une répartition différente des transports. Lors de l'établissement du budget, les contrats n'étaient pas encore établis.

Monsieur Claude Gagnebin précise que Monsieur Joliat a dû effectuer davantage de transports durant l'année 2004.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, clôt la discussion.

Au vote, le point 5 a) est accepté à une majorité évidente, sans avis contraire.

b) Présenter et accepter les comptes de l'exercice 2004

Avec un excédent de produits de Fr. 39'529.52, Madame Marianne Guillaume précise que le Conseil recommande l'acceptation de l'entrée en matière et propose de prendre les chapitres les uns après les autres.

Aucun membre du Conseil général ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

Madame Marianne Guillaume rappelle que l'écart favorable a été énuméré dans le rapport préliminaire et est dû à une rentrée d'impôts supérieure aux prévisions. Les recettes fiscales provenant de la fortune des personnes physiques ont plus que doublé.

Aucun Conseiller général ne prend la parole concernant les chapitres des comptes de l'exercice 2004.

La Commission de vérification des comptes ne fait aucun commentaire.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, clôt la discussion.

Au vote, le point 5 b) est accepté à une majorité évidente, sans avis contraire.

6. a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 332'000.00 destiné à la réfection de la route ainsi qu'au changement de la conduite d'eau potable Place de l'Eglise – Bas-du-Village ainsi que son financement

b) Donner au Conseil communal la compétence de convertir le crédit de construction en emprunt ferme

a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 332'000.00 destiné à la réfection de la route ainsi qu'au changement de la conduite d'eau potable Place de l'Eglise – Bas-du-Village ainsi que son financement

Etant donné que les travaux de la STEP au Bas-du-Village sont terminés, Monsieur Jean-Marc Boichat signale qu'il est désormais urgent d'entreprendre les travaux de réfection de la route depuis la Place de l'Eglise jusqu'au carrefour d'accès au bloc locatif « Le Foyer », ainsi que le changement de la conduite d'eau potable. Par la même occasion, il est prévu de refaire la route jusqu'à la maison de Monsieur Jean-Pierre Berberat. Le coût de ces travaux est estimé à Fr. 331'616.85, soit Fr. 289'459.85 pour les travaux de génie civil et de fouilles, Fr. 36'957.00 pour les conduites d'eau potable et Fr. 5'200.00 pour l'éclairage public. Le Conseil communal recommande d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Monsieur Jean-Marc Boichat signale que, techniquement, le départ des travaux de réfection se situe en dessus du garage de Madame Andrée Berberat, vers l'ancienne maison Boillat Frères.

Vers l'immeuble de Monsieur Jean-Louis Dubail, deux candélabres seront posés. La route sera également refaite jusqu'à la limite de la route des Fonges. Trois devis ont été demandés pour les travaux de génie civil. Deux sont arrivés dans les délais, soit ceux des entreprises FMGC pour un montant de Fr. 289'459.85 et Guido Cerini pour Fr. 298'871.50. Le devis de Fr. 299'307.15 de l'entreprise André Chaignat est arrivé hors délai. En cas d'acceptation du crédit par le Conseil général, les travaux seront attribués à l'entreprise FMGC.

Monsieur Marcel Barthoulot souhaite savoir quand et comment les travaux sont prévus. En effet, Monsieur Barthoulot estime qu'il y a un point névralgique depuis la maison de la famille Gagnebin jusqu'au passage à niveau. Il demande si le trafic sera dévié en direction de la ferme des Murs.

Monsieur Jean-Marc Boichat précise qu'il sera probablement procédé de la même manière que lors de la réfection du passage à niveau et que le trafic sera dévié par les Murs. Les habitants du Bas-du-Village seront également invités à laisser leur véhicule en dessus de la ligne CJ pour éviter un trop grand trafic sur la route des Murs.

Monsieur Anthony Berger souhaite savoir si des ralentisseurs seront installés ou une zone 30 km/h instaurée devant l'immeuble de Monsieur Denis Chappatte.

Monsieur Jean-Marc Boichat rappelle que les travaux d'étude de zones 30 km/h au village sont en cours. Le Conseil communal n'a pas prévu d'installer des ralentisseurs à cet endroit. Ces derniers doivent être agréés par le BPA.

Monsieur Jean-Pierre Bouille souhaite faire une remarque concernant les zones 30 km/h. En effet, certaines Communes qui ont instauré de telles zones l'ont fortement regretté après usage et réflexions. Monsieur Bouille estime que ces zones 30 km/h sont tout à fait convenables durant la journée. Par contre, si un radar est placé dans une telle zone à 23 heures et qu'un automobiliste circule à 50 km/h, il devra aller en prison. Monsieur Bouille estime donc que modérer le trafic est bien, mais qu'il vaut mieux réfléchir aux incidences et inconvénients d'une telle zone.

Monsieur Robert Claude croit savoir qu'une ligne électrique se trouve à proximité du passage à niveau et demande s'il ne serait pas possible de mettre cette ligne sous terre par la même occasion.

Monsieur Jean-Marc Boichat n'a pas connaissance de l'existence de cette ligne électrique. Toutefois, il précise que, lors des travaux, les poteaux situés sur la place du Champ de Foire jusque vers l'immeuble de la famille Didier Cattin seront enlevés. Il en va de même vers l'immeuble de la famille Thiévent. De plus, le candélabre situé à proximité de l'immeuble de la famille Paratte sera déplacé de l'autre côté de la route. Le financement de cette dépense sera assurée par voie d'emprunt.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, clôt la discussion.

Au vote, le point 6 a) est accepté à l'unanimité.

b) Donner au Conseil communal la compétence de convertir le crédit de construction en emprunt ferme

La parole n'étant pas demandée, il est procédé au vote. Le point 6 b) est accepté à l'unanimité.

7. a) Discuter et décider de l'emplacement de la STEP du Boéchet

b) Discuter et approuver le crédit maximum de Fr. 709'000.00 destiné à la construction d'une STEP et d'un réseau de canalisations communales au Boéchet ainsi que son financement

c) Donner au Conseil communal la compétence de convertir le crédit d'investissement en emprunt ferme

a) Discuter et décider de l'emplacement de la STEP du Boéchet

Monsieur Christophe Cerf rappelle qu'en 1994, il a été prévu et décidé de construire une STEP au Boéchet. Après avoir repoussé un maximum l'échéance, le Conseil communal demande d'accepter l'entrée en matière.

Monsieur Jean-Pierre Bouille signale que le problème de la STEP du Boéchet a été discuté en réunion du PLR. Depuis la décision initiale, de nombreuses années se sont écoulées et certains critères ont changé, notamment la fermeture du Restaurant de la Gare qui représente à lui seul 50 équivalents habitants. De plus, le Restaurant de l'Union est à vendre et ne sera peut être pas maintenu. Dans l'hypothèse d'une fermeture, cela représenterait 100 équivalents habitants de moins. Cela modifierait considérablement le besoin d'une STEP au Boéchet. Le souci des membres du PLR est de ne pas défavoriser les habitants du Boéchet et de ne pas faire un projet inadapté. Nous aurons une réponse d'ici quelques mois, voire un an ou deux. Monsieur Bouille rappelle que la Commune a dépensé un million et demi de francs lors de la dernière séance du Conseil général et Fr. 300'000.00 ce soir. Il estime qu'il serait donc judicieux de ne pas voter ce crédit aujourd'hui et d'attendre d'avoir plus d'informations relatives aux deux restaurants. Les membres du PLR ne sont pas opposés à la construction d'une STEP au Boéchet. D'autre part, Monsieur Bouille signale que le prix de l'eau va augmenter, car les stations d'épuration doivent s'autofinancer par la vente de l'eau. Si la consommation d'eau peut être répartie de manière différente pour la consommation du bétail dans les fermes, il n'en va pas de même pour les industries. Le prix de l'eau va donc sensiblement augmenter pour les consommateurs de la zone industrielle du village. Monsieur Bouille propose donc de refuser l'entrée en matière et de représenter ce dossier ultérieurement.

Monsieur Gilles Cattin pense qu'il faut faire une réflexion relative au coût engagé dans une telle construction pour le développement futur du hameau du Boéchet. Monsieur Cattin estime que la somme de Fr. 709'000.00, par rapport au nombre d'habitations concernées, est très élevée.

Monsieur Daniel Hubleur souhaite savoir si un subventionnement sera encore possible en cas de refus, ce soir, de l'entrée en matière et si la Commune a encore une marge de manœuvre.

Monsieur Christophe Cerf rappelle que la Commune doit commencer les travaux d'ici le mois de septembre pour obtenir des subventions, conformément aux directives de l'OEPN. Si l'entrée en matière est refusée ce soir, la Commune ne construira pas de STEP au Boéchet et chaque propriétaire devra construire sa propre STEP.

Monsieur Gabriel Bilat certifie qu'un ultime délai d'un an avait été accordé à la Commune pour l'obtention de subventions relatives à la construction de la STEP du Boéchet. Monsieur Bilat estime que la Commune doit traiter les déchets de la même façon que ce soit aux Bois, au Cerneux-Godat ou au Boéchet. Il pense qu'il serait malvenu de refuser des subventions de 40% de la Confédération. En effet, si les habitants du Boéchet doivent réaliser leurs STEP individuelles, cela leur coûtera environ Fr. 40'000.00, alors que le raccordement à une STEP centrale reviendra environ à Fr. 10'000.00. Monsieur Bilat estime que les deux restaurants seront probablement repris un jour et que la construction d'une STEP représente une promotion économique. En effet, si les repreneurs de restaurants doivent investir Fr. 100'000.00 pour des STEP individuelles, nos hôtels seront fermés à jamais. Monsieur Bilat est donc opposé au refus d'entrer en matière.

Monsieur Jean-Pierre Bouille rappelle que, de par la disposition du hameau du Boéchet, de nombreuses fermes ne sont pas concernées par le raccordement à la STEP. Si les restaurants sont fermés, la Commune aura dépensé un maximum d'argent pour un minimum d'habitations.

Monsieur Christophe Cerf signale qu'aucune ferme ne sera raccordée à la STEP. Il s'agit uniquement de maisons d'habitation.

Monsieur Yann Chappatte estime qu'il ne faut pas prolonger le débat d'entrée en matière par de longues discussions. Il pense qu'il serait judicieux d'entrer dans le sujet, d'en discuter librement. Les personnes qui le souhaitent pourront ensuite se prononcer défavorablement lors du vote.

Monsieur Jean-Pierre Bouille insiste sur le refus d'entrer en matière. En effet, Monsieur Bouille rappelle que si les Conseillers généraux entrent en matière, il en ressortira un oui ou un non. Il n'y aura pas d'autre alternative. Tandis que le refus d'entrer en matière laissera une marge de manœuvre plus grande.

Monsieur Marcel Barthoulot signale qu'il ne faut pas oublier qu'il a été décidé de construire une STEP au Boéchet et que la Commune est obligée de le faire cette année si elle compte recevoir des subventions. Par contre, Monsieur Barthoulot estime qu'il sera toujours possible de revoir les équivalents habitants. Il pense que si nous acceptons, ce soir, de construire une STEP au Boéchet, nous pourrions nous approcher du Gouvernement pour obtenir quelques mois de sursis.

Au vote, l'entrée en matière est acceptée par 11 voix, contre 7.

Monsieur Christophe Cerf précise que, après avoir accepté la construction d'une STEP au Cerneux-Godat, les Conseillers généraux doivent se prononcer sur la création d'une STEP au Boéchet. Au mois d'avril, une séance d'information a eu lieu. Suite à cette réunion, il en est ressorti qu'il fallait étudier un autre emplacement plus éloigné du hameau du Boéchet. C'est la raison pour laquelle deux projets sont soumis aux Conseillers généraux. La variante 1 se monte à Fr. 578'000.00 et la variante 2 à Fr. 709'000.00. La Commission STEP et le Conseil communal à l'unanimité recommandent l'acceptation de la variante 1.

Monsieur Jean Jobin, ingénieur, souhaite tout d'abord rappeler que le Restaurant de la Gare représente 26 équivalents habitants et le Restaurant de l'Union 50. D'autre part, concernant le prix de l'eau pour les industries, Monsieur Jobin croit savoir qu'un article du règlement communal permet au Conseil communal, respectivement à la Commission STEP d'accorder des réductions à certaines industries grandes consommatrices d'eau. Monsieur Jobin procède à une brève présentation des particularités de la STEP du Boéchet, étant donné qu'il n'y a pas un mois que Monsieur Jobin avait donné des explications détaillées pour la STEP du Cerneux-Godat. Ces deux projets ont été étudiés en parallèle et les systèmes sont semblables. Au départ, trois variantes ont été étudiées, soit la STEP centrale, deux petites STEP et l'épuration individuelle. La création d'une station d'épuration centrale a été retenue. Conformément au vœu des habitants du Boéchet, deux emplacements sont proposés pour cette STEP, soit la variante 1 située à proximité de l'emposieu de l'ancienne décharge et la variante 2 qui se trouve environ 160 mètres plus à l'Est. Monsieur Jobin rappelle que c'est le système avec lits bactériens qui a été retenu. Les boues d'épuration seront transportées sous forme de boues liquides à la STEP des Bois où elles seront déshydratées et acheminées au SAIOD pour incinération. Les coûts des deux variantes sont les suivants :

Variante 1

| | | |
|---|------------|-------------------|
| § STEP classique 170 EH | fr. | 270'000.00 |
| § Collecteurs communaux environ 440 m | fr. | 175'250.00 |
| § Raccordements privés environ 545 m, diamètre 200 mm | fr. | 163'500.00 |
| § Participation des propriétaires, 16 à fr. 5'000.00 | fr. | -80'000.00 |
| § Aménée d'eau potable et d'électricité | fr. | 50'000.00 |
| Total travaux variante 1 | fr. | 578'750.00 |
| | | |
| § Subventions JU, OEPN, 38.50 % | fr. | 123'200.00 |
| § Subventions CH, 40.50 % | fr. | 129'600.00 |
| § Taxes des propriétaires selon règlement communal | fr. | 150'000.00 |
| | | |
| A charge commune Variante 1 | fr. | 175'950.00 |

Variante 2

| | | |
|---|------------|-------------------|
| § STEP classique 170 EH | fr. | 270'000.00 |
| § Collecteurs communaux environ 600 m | fr. | 245'250.00 |
| § Raccordements privés environ 545 m, diamètre 200 mm | fr. | 163'500.00 |
| § Participation des propriétaires, 16 à fr. 5'000.00 | fr. | -80'000.00 |
| § Accès et amenées d'eau potable et d'électricité | fr. | 110'000.00 |
| Total travaux variante 2 | fr. | 708'750.00 |
| | | |
| § Subventions JU, OEPN, 38.50 % | fr. | 146'300.00 |
| § Subventions CH, 40.50 % | fr. | 153'900.00 |
| § Taxes des propriétaires selon règlement communal | fr. | 150'000.00 |
| | | |
| A charge commune Variante 2 | fr. | 258'550.00 |

En ce qui concerne les frais d'exploitation, ils sont identiques pour les deux variantes. Par contre, les coûts annuels seront quelque peu plus élevés pour la variante 2 étant donné que la dette est supérieure. Monsieur Jean Jobin rappelle que le Conseil communal et la Commission STEP recommandent d'accepter la variante 1, étant entendu que tout sera mis en œuvre pour éviter toute nuisance, notamment au niveau des odeurs.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, ouvre la discussion.

Monsieur Gilles Cattin signale que, lors de la séance d'information du mois d'avril, une grande partie de la population du Boéchet s'est déplacée pour exprimer son mécontentement relatif à l'emplacement de la STEP. Monsieur Cattin est très surpris et déçu de constater que le Conseil communal ne comprenne pas les demandes formulées par ces citoyens. Monsieur Cattin souhaite connaître les arguments qui justifient l'implantation d'une STEP à quelques mètres des habitations.

Monsieur Christophe Cerf précise qu'il n'y a aucun argument précis relatif à cet emplacement. Il s'agit de stations d'épuration qui fonctionnent très bien et qui sont fiables. Dans la Commune, certaines personnes ont des STEP individuelles à proximité de leurs habitations et cela ne pose aucun problème. Monsieur Cerf rappelle qu'il s'agit principalement d'un problème de coûts. La STEP du Cerneux-Godat est à égale distance des habitations que celle du Boéchet.

Monsieur Jean Jobin signale que les critères du choix de l'emplacement sont principalement l'exutoire et l'altimétrie. Un exutoire existe déjà dans l'ancienne décharge et a été équipé en prévision de la construction d'une STEP. Il s'agit-là du principal argument lié au choix de

l'emplacement. Le système des lits bactériens est le plus fiable concernant l'absence d'odeurs. Après discussion avec un représentant de l'OEPN, l'installation d'un dégrilleur fin ne sera peut-être pas réalisée. Cela signifierait que la construction du bâtiment ne serait pas nécessaire, une simple cabane suffirait.

Monsieur Gabriel Bilat défie quiconque du Conseil communal d'accepter la construction d'une STEP à côté de chez lui. De plus, pour éviter des oppositions et afin que chacun soit satisfait, il estime que l'acceptation de la variante 2 serait préférable. Monsieur Bilat rappelle que, lors de la construction de la STEP des Bois, la conduite a été réduite de 800 mètres. Il pense que la Commune peut donc se permettre de la rallonger d'une centaine de mètres au Boéchet. D'autre part, si les restaurateurs du Boéchet déversent de l'huile dans les conduites, les bactéries ne fonctionneront plus et des odeurs se dégageront de la STEP. Nous ne pouvons pas prendre de tels risques.

Monsieur Jean Jobin, ingénieur, précise qu'au niveau des huiles, les restaurants devront installer des déshuileurs. Le système de séparateurs d'huiles privés a été choisi.

Monsieur Yann Chappatte signale que ce problème a été discuté au sein du parti PCSI. Après renseignements pris auprès de propriétaires de STEP, les indications obtenues révèlent que les odeurs sont extrêmement faibles, voire inexistantes. Les membres du groupe PCSI soutiendront donc le choix de la variante 1.

Monsieur Daniel Hubleur souhaite savoir si la Commune a une garantie concernant l'ancienne décharge et si elle ne devra pas l'assainir.

Monsieur Jean Jobin précise que la Commune n'a pas de garantie. Il signale que cette décharge ne sera que très peu touchée, soit sur une dizaine de mètres. Il faudrait contrôler s'il s'agit d'un site pollué ou contaminé. En effet, dans le cas d'un site contaminé, elle ne devrait pas être assainie. Par contre, si c'est un site pollué, elle devrait l'être. Le problème est présent pour les deux variantes.

Monsieur Gilles Cattin signale que, concernant la variante 1, aucune étude approfondie n'a été faite pour savoir si on pouvait construire une STEP et déverser des eaux sur cette ancienne décharge. Monsieur Cattin rappelle que des voitures se trouvent dans ce site. Il souhaite savoir ce qui se passera si nous tombons sur des vieilles batteries.

Monsieur Jean Jobin, ingénieur, signale que ce problème ne se produira pas, étant donné que la STEP ne sera pas construite sur l'ancienne décharge.

Monsieur Christophe Cerf précise que la STEP se situera à 70 mètres des maisons et se trouvera près de l'emplacement de l'abreuvoir du bétail.

Monsieur Francis Sauser demande si, dans le cadre de cette STEP, une enquête a été faite auprès des citoyens du Boéchet pour savoir s'ils désiraient vraiment posséder une telle installation. Si oui, Monsieur Sauser ne se voit guère le droit de leur refuser une station d'épuration.

Monsieur Daniel Kurz précise que, lors de la séance d'information, aucune personne n'était contre la construction d'une station d'épuration. Les habitants du Boéchet souhaitaient simplement que celle-ci soit déplacée.

Monsieur Gabriel Bilat estime que l'épuration des eaux est un problème communal. En 1994, la construction de trois stations d'épuration a été acceptée. La décision a été prise et cela n'est pas à l'ordre du jour de la séance de ce soir. Monsieur Bilat pense qu'il faut simplement choisir l'emplacement de la STEP du Boéchet. On ne peut pas revenir en arrière.

Madame Sabine Cattin signale que les habitants du Boéchet n'ont pas le choix, soit ils bénéficieront d'une STEP centrale, soit ils devront construire des STEP individuelles.

Monsieur Marc Bilat souhaite savoir pourquoi il n'y a pas de subventions pour la création de STEP individuelles, alors que seules 15 habitations seront raccordées. Il estime que la construction d'une STEP pour une si petite quantité de maisons est exagérée.

Monsieur Christophe Cerf signale que, selon les directives de l'OEPN, les STEP individuelles ne sont pas subventionnées.

Monsieur Marc Bilat demande si la possibilité de relier cinq maisons par STEP ne serait pas plus avantageuse, étant donné qu'on pourrait construire ces STEP plus près des habitations.

Monsieur Christophe Cerf rappelle que les habitants du Boéchet souhaitent que la STEP soit construite plus loin des maisons.

Monsieur Gilles Cattin rappelle qu'il a été dit que tout sera mis en œuvre pour éviter les nuisances, en particulier les odeurs. Monsieur Cattin demande de quelle façon ce problème sera mesuré et ne voit pas pour quelle raison cette STEP serait construite sous les fenêtres des habitations. Monsieur Cattin demande ce qu'il en est de la solidarité. En effet, la population de tous les hameaux, en particulier celle du Boéchet, a été solidaire quant au coût engendré par la STEP des Bois. Il trouve quelque peu facile de planter une STEP sous le nez des habitants du Boéchet uniquement pour des motifs économiques.

Monsieur Daniel Kurz précise que la population des hameaux n'a pas du tout été solidaire avec les habitants du village des Bois lors de la construction de la STEP de la Broche. Aucun citoyen des hameaux n'a payé un centime pour la STEP des Bois. La solidarité n'existe pas à ce niveau-là.

Monsieur Gabriel Bilat signale que la personne qui effectuait une transformation dans son immeuble devait tout de même verser de l'argent pour la STEP.

Monsieur Claude Gagnebin précise que cet argent a été intégralement remboursé et personne n'a donc participé à ce fonds.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, clôt la discussion.

Au vote, la variante 2 du point 7 a) est acceptée par 8 voix, contre 5 pour la variante 1.

b) Discuter et approuver le crédit maximum de Fr. 709'000.00 destiné à la construction d'une STEP et d'un réseau de canalisations communales au Boéchet ainsi que son financement

Monsieur Christophe Cerf recommande l'acceptation de l'entrée en matière du point 7 b).

Aucun commentaire n'est fait.

Monsieur Cyril Jeanbourquin demande si le crédit de Fr. 709'000.00 est également un maximum avec la variante 2.

Monsieur Christophe Cerf signale que cette somme est bien liée à la variante 2.

Monsieur Gilles Cattin demande si ce crédit ne pourrait pas être revu à la baisse en cas de diminution des équivalents habitants.

Monsieur Christophe Cerf répond affirmativement.

Monsieur Marcel Barthoulot tient à préciser que, comme la variante 2 a été acceptée, il faut bien penser que la taxe des eaux usées sera plus élevée l'année prochaine d'environ Fr. 0.20 à Fr. 0.30.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, clôt la discussion.

Au vote, le point 7 b) est accepté par 17 voix, sans avis contraire.

c) Donner au Conseil communal la compétence de convertir le crédit d'investissement en emprunt ferme

Personne ne souhaitant s'exprimer, il est procédé à la votation.

Au vote, le point 7 c) est accepté à une majorité évidente, sans avis contraire.

Le Président, Monsieur Jean-Maurice Jobin, souhaite de bonnes vacances aux personnes présentes.

La séance est levée à 21.20 heures.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président: La Secrétaire :